

ENSEMBLE

Éducation Nationale

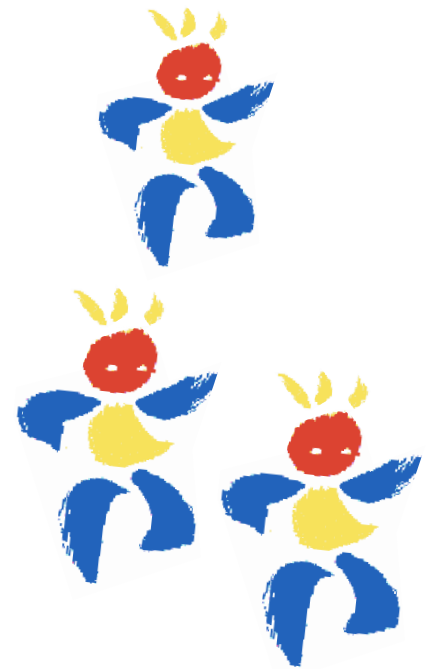
Syndicat National Unitaire des Instituteurs Professeurs des écoles et PEGC (SNUIPP)

Fédération Syndicale Unitaire (FSU.) - LOZERE

ENSEMBLE SNUIPP 48 - Rue des Écoles, 48000 MENDE Tél. 04.66.49.15.90 Fax 04.66.49.15.09 Email: snu48@snuipp.fr



Congrès départemental du SNUipp Mercredi 19 et jeudi 20 mai 2010 Centre FOL de Bec de jeu - Balsièges



Mercredi

- 9 h 00 - Accueil, installation.
- 9 h 15 - Rapport d'activité départemental -
Discussion du rapport. Vote sur le rapport d'activité.
- 11 h 00 - Thème 1 : **Pour que tous les élèves réussissent,
défendre et transformer l'école et son fonctionnement.**
(pp. 4 à 10 du document préparatoire)
- 12 h 15 - Repas.
- 13 h 30 - Reprise des travaux sur le thème 1.
- 14 h 45 - Intervention sur la laïcité et l'Observatoire de la Laïcité.
- 15 h 45 - Thème 2 : **L'école et les personnels**
(pp. 11 à 15 du document préparatoire).
- 17 h 00 - Fin des travaux de la première journée.

Jeudi

- 9 h 15 - Intervention sur le syndicalisme enseignant,
l'historique du SNUipp et son organisation interne.
- 10 h 15 - Thème 3 : **Quel syndicalisme ?**
(pp. 16 à 21 du document préparatoire).
- 12 h 15 - Repas.
- 13 h 30 - Fin du thème 3 et discussion sur les propositions
de modification statutaire (p. 32 du document préparatoire).
- 14 h 45 - Point sur la Syndicalisation et le fonctionnement.
- 15 h 30 - Rapport financier - discussion et vote.
- 16 h 00 - Élection des délégués au Congrès national.
- 16 h 15 - Rappel des mandats nationaux du SNUipp
(pp. 22 à 32 du document préparatoire).
- 17 h 00 - Fin des travaux.

S'inscrire : 04 66 49 15 90 et snu48@snuipp.fr avant le 12 mai pour les repas.

Rapport
d'activité
départemental
du SNUipp
(pages 2 à 4).

Les contributions écrites
peuvent parvenir
à la section
jusqu'au 12 mai.

Rapport d'activité départemental

Retour sur ces trois dernières années de résistance à la casse du service public d'Éducation

Rentrée 2007

Le Congrès départemental précédent s'est tenu le 25 avril 2007 à la Farelle, au moment des élections présidentielles qui se sont soldées par l'arrivée de Nicolas Sarkozy comme président de la République.

Cette élection inquiète fortement tous ceux qui luttent pour une rupture réelle avec les politiques conduites ces dernières années et pour de vraies alternatives. Le SNUipp dans la FSU, appelle tous les personnels à s'engager pour la défense de l'École, à renforcer le syndicat et à y prendre toute leur place. Les luttes des trois dernières années sont les conséquences de cette élection.

Ces années sont marquées par une crise du système économique d'une ampleur exceptionnelle et ses conséquences dramatiques pour les populations.

Cette période a connu d'importantes mobilisations souvent unitaires et d'un niveau rarement atteint. Le SNUipp, avec la FSU, y a joué un rôle important. Les mouvements ont obtenu des résultats partiels, imposant des reculs au gouvernement mais ceux-ci sont loin d'être suffisants et n'ont fait qu'infléchir le discours, limiter et retarder les effets d'une politique particulièrement néfaste pour l'Éducation et les services publics en général. Ils montrent toutefois que les mobilisations ne sont pas vaines mais souvent insuffisantes.

La volonté de transformation libérale dans l'Éducation s'est traduite par des attaques particulièrement virulentes contre les droits syndicaux, les emplois, la laïcité, le métier. Les enseignants, en Lozère, ont su se mobiliser lors des élections professionnelles de décembre 2008 avec 75,1 % de votants. Ils se sont exprimés majoritairement en faveur de la liste présentée par le SNUipp qui maintient ses 4 sièges sur 5 en CAPD avec 64,5 % des voix.

Dès la rentrée, Sarkozy et son gouvernement décident de s'attaquer violemment au système éducatif et en particulier à l'école primaire en s'appuyant sur un rapport du Haut Conseil de l'Éducation habilement médiatisé.

Il annonce son intention de réduire le nombre d'heures effectuées par les élèves en supprimant les cours du samedi matin, en même temps qu'il commence à poser les premiers jalons du service minimum d'accueil (SMA) dans les écoles, qu'il s'attaque à la carte scolaire et qu'il organise la mise en fiche des enfants à travers le logiciel "Base élèves". Les évaluations de CE2 passent à la trappe au profit d'évaluations de fin de cycles en CE1 et CM2.

Le **20 novembre 2007**, les organisations de la Fonction Publique ripostent à la suppression de 22 000 postes au budget 2008 (11 000 dans l'Éducation nationale). La purge va commencer malgré le succès de cette initiative (plus de 800 manifestants dans les rues de Mende) et la mobilisation importante dans nos écoles, témoignant de l'exaspération des enseignants. La volonté idéologique de ne pas remplacer un départ à la retraite sur deux et de mettre en place un socle commun et une nouvelle structure des écoles : les EPEP ainsi que les attaques contre la maternelle (rapport Bentolila) et les RASED, constituent les premières mesures.

Dès la grève du **24 janvier 2008** qui confirme l'ampleur du mécontentement et des attentes des personnels de la Fonction Publique en matière de salaires, d'emploi et de missions et qui fait suite au mouvement du 20 novembre 2007, le SMA est "expérimenté" dans les écoles, attaquant de front le premier des droits syndicaux, le droit de grève, inscrit dans la Constitution. Dans le même temps, **début février 2008**, le Ministère soumet à la signature des organisations syndicales son texte sur la proposition de réduction de la durée de

la semaine scolaire de deux heures d'enseignement pour tous les élèves. Si le SE et le SGEN acceptent de signer, le SNUipp s'y refuse et consulte à nouveau la profession. En Lozère, le Conseil Syndical, réuni le 12 mars se prononce contre la signature de ce protocole. Le Conseil national fait de même quelques jours plus tard.

Le SNUipp 48 titre dans un communiqué de presse le 14 mars : "*Moins de temps à l'école et des programmes rallongés !*". Concernant les programmes, il conclut en écrivant : "*ce projet de programme constitue en l'état un retour en arrière qui fait fi de l'expérience des enseignants et des travaux de la recherche pédagogique.*" Rappel : Jack Lang et Luc Ferry avaient eux-mêmes lancé un appel à Xavier Darcos pour qu'il renonce à ses programmes ...

Sarkozy commence parallèlement ses attaques en règle sur la laïcité dans son discours du Latran et annonce sa volonté de poursuivre "*les réformes*". Le ministère après avoir fait semblant de consulter les enseignants sur les programmes de l'École primaire évoqués ci-dessus et malgré une opposition quasi unanime des organisations professionnelles, des parents d'élèves, des chercheurs, les promulgue en avril 2008.

2008 est aussi le premier rendez-vous sur les retraites après la loi Fillon de 2003. Les journées d'action se multiplient au cours du mois de mai : rassemblement et **manifestation le 1^{er} mai, grève le jeudi 15 mai, manifestation nationale le dimanche 18 mai** à l'appel de la seule FSU, **journée de mobilisation le samedi 24 mai.**

Au mois de **juin**, la FSU avec la CGT et Solidaires appellent à une **journée de grève et de manifestations le mardi 10**, contre la RGPP et les suppressions massives de postes, pour une Fonction Publique et des services publics au service de la population et du progrès social.

Le ministère décide de se débarrasser de ses personnels précaires dans les écoles : les EVS ; la mobilisation permet d'en maintenir une bonne partie pour une année supplémentaire faute de pérenniser leurs emplois.

Durant l'été où, comme d'habitude les mauvais coups pleuvent, le gouvernement fait voter une série de lois : 21 juillet, loi constitutionnelle modifiant les institutions de la Ve République et renforçant les prérogatives du Président ; 22 juillet, loi de modernisation de l'Économie qui érige la concurrence au rang de loi ; 23 juillet, loi portant sur la rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail ; 23 juillet, loi relative aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi ; 23 juillet, loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire, en cas de grève ou d'absence des enseignants.

Rentrée 2008

La rentrée voit la mise en place de la nouvelle organisation de la semaine scolaire. Du fait de la signature par certains syndicats, les enseignants des écoles doivent se débrouiller pour organiser une partie de leur temps de travail et celui d'une partie de leurs élèves. Après les 36 heures vient le temps des 108 heures, de la flexibilité et d'un danger important pour les RASED.

Une nouvelle ponction est annoncée dans son projet de budget 2009, par le Ministre de l'Éducation Nationale : 13 500 emplois en moins dont 6 000 dans le 1^{er} degré. Principales cibles : l'école maternelle avec une première proposition de "jardins d'éveil", suppression de 3 000 postes dans les RASED, de 500 postes de "mis à disposition" et de 3 000 postes mis au concours...

A cette rentrée aussi, l'administration s'appuyant sur les recommandations du Ministère, s'oppose à la tenue des Réunions d'Information Syndicale (RIS) pendant le temps de présence des élèves, arguant que jusqu'à présent cette organisation relevait d'une tolérance "qui n'est plus de mise à l'heure actuelle" et met hors la loi les enseignants qui ne s'y plieraient pas. Du fait du rapport de force, ce qui était un droit jusque là, est remplacé suite à des négociations locales par un temps déduit des animations pédagogiques.

Octobre 2008, la FSU, la CGT et la CFDT appellent en Lozère à une journée de **grève le mardi 7**,

hautement symbolique puisque journée d'action syndicale mondiale pour le travail décent à l'initiative de la Confédération Syndicale Internationale (CSI).

Dimanche 19 octobre, à Paris, **manifestation nationale unitaire** "L'Éducation est notre avenir : pas sans vous !", 80 000 manifestants.

Le **jeudi 20 novembre 2008**, **une nouvelle grève unitaire** est largement suivie, notamment pour que cessent le mépris et les mesures unilatérales imposées dans la précipitation et sans aucun dialogue social : EPEP, IUFM, SMA..., pour exiger un autre budget, le maintien des RASED, le respect des droits syndicaux et du paritarisme, la défense des œuvres complémentaires de l'école publique...

Une pétition est très largement signée pour défendre les RASED.

A côté de cela, le ministère instaure une nouvelle prime pour la direction en fonction de la taille de l'école et donne du temps de décharge pris sur l'aide personnalisée pour le travail de direction. Plus fort que Base élèves, le fichier Edvige institue le fichage systématique et généralisé dès l'âge de 13 ans ; par l'action, sa mise en place est finalement repoussée.

Jeudi 27 novembre, manifestation à Mende pour la défense des services publics en Lozère.

Décembre 2008, lors des élections professionnelles, les enseignants confirment le SNUipp comme le syndicat majoritaire et en Lozère, il garde 4 sièges sur 5 en CAPD.

Samedi 17 janvier 2009, **journée nationale de mobilisation** : "L'Éducation est notre avenir".

Le début de l'année est aussi marqué par la forte mobilisation du **jeudi 29 janvier, journée d'action interprofessionnelle de grève et de manifestations** contre la casse de l'Éducation nationale et celle de tous les services publics en Lozère. 80 % de grévistes dans les écoles : 2 500 manifestants à Mende et plus de 2 millions à l'échelle nationale. Ce succès permet de faire marquer le pas au gouvernement. Il temporise sur la réforme des lycées. Darcos fait son mea culpa sur la maternelle et transforme 1 500 suppressions de postes RASED en surnombres budgétaires.

La résistance sur les évaluations CM2 permet, provisoirement, de ranger au placard, la mise en concurrence des écoles faute de publication des résultats.

Une circulaire ministérielle remet en cause le mouvement des personnels du premier degré, sa transparence et le rôle des délégués du personnel.

Nouvelle **mobilisation et grève unitaire et interprofessionnelle, le 19 mars** : 3 000 manifestants dans les rues de Mende, du rarement vu et de plus en plus de salariés du privé.

Le **jeudi 2 avril**, "mille actions dans l'Éducation", reprises localement.

Le **23 avril**, le SNUipp dans la FSU est co-organisateur de la **conférence-débat** avec Henri Pena-Ruiz sur "L'idéal laïque aujourd'hui".

Plus de 300 participants à Mende avec en perspective, la fondation de l'Observatoire de la laïcité de Lozère.

Le **premier mai**, "Tous ensemble" et le **13 juin, nouvelle manifestation interprofessionnelle** à Mende.

Dans un contexte social qui se dégrade de jour en jour, le ministre Darcos, dans une stratégie d'affrontement avec les syndicats, persiste dans le maintien de toutes les mesures régressives. L'essoufflement important des mobilisations ressenti aux mois de mai et juin ne permet pas de porter un mouvement revendicatif d'ampleur suffisant pour gagner.

En fin d'année scolaire, le mouvement du premier degré entérine de nouvelles règles très défavorables aux personnels.

L'action des délégués du personnel permet de "limiter les dégâts" et jette des jalons pour une évolution lors du mouvement 2010.

En août, le 200^e numéro d'Ensemble rappelle les 17 ans d'action unitaire menée depuis la création du SNUipp.

Rentrée 2009

La **rentrée** voit les premières annonces néfastes sur les retraites en vue du rendez-vous de 2010. Annonces qui viennent s'ajouter à une politique salariale désastreuse et une politique de l'emploi dans la Fonction publique, soumise aux dogmes du libéralisme : pas de pose dans les choix budgétaires avec 16 000 suppressions

Agir Ensemble

de postes annoncées au budget 2010 avec un changement de ministre.

Celui-ci lance la "réforme" de la formation des maîtres, point essentiel de la casse du service public. La réaction, dans les IUFM notamment, est vive mais ponctuelle.

7 octobre, journée mondiale des travailleurs pour le **travail décent**,
16 octobre, journée commune d'action des **retraités**...

L'adoption de la loi Carle relance la guerre scolaire.

Le **8 octobre**, 14 organisations dont la FSU se regroupent et créent officiellement l'**Observatoire de la laïcité de Lozère (OLL)**.

Le 21 octobre, l'OLL organise avec la mairie de Mende une **conférence** de Patrick Tort sur "*l'effet Darwin*", d'autres initiatives suivent en 2010 sur "*La loi Carle*" avec Eddy Khaldi et sur "*L'école publique, école de la liberté*" avec à nouveau Henri Pena-Ruiz.

La mobilisation du mois de novembre malgré de longues négociations, ne réunit plus toutes les organisations.

La **grève du 24 novembre** est lancée par les seules CGT et FSU.

Le **15 décembre**, "*Enseigner est un métier qui s'apprend*" réunit toutes les composantes du système éducatif pour une **journée de mobilisation dans les IUFM**.

Les coups continuent à pleuvoir sur le système éducatif : fermetures de postes, suppressions d'emplois et poursuite de la transformation "*libérale*" de l'école.

La FSU, la CGT et Solidaires appellent à l'**action dans la Fonction Publique le 21 janvier 2010**.

Dans l'Éducation nationale, la FSU prend ses responsabilités et organise une **manifestation le 30 janvier**.

Force est de constater les grandes difficultés rencontrées pour mobiliser dans l'unité.

Dans le même temps, le Recteur reçoit le SNUipp et semble vouloir "*calmer le jeu*" sur le mouvement des personnels.

Le mouvement 2010 s'annonce sous de meilleurs auspices pour l'équité et la transparence dans le respect du paritarisme.

Le SNUipp dans la FSU participe avec des organisations syndicales, politiques

et associatives à la création du **Comité de défense et de développement des services publics** en Lozère.

Mars 2010 : les élections régionales sont marquées par un désaveu cinglant pour le gouvernement (abstentions, résultats...) qui entend poursuivre RGPP et réformes rétrogrades.

Les mesures iniques de carte scolaire et l'intransigeance de l'administration en Lozère, corsetée par le dogme de la suppression d'un emploi sur deux, provoquent de vives réactions malheureusement localisées.

La **journée intersyndicale de grève du 23 mars** renoue avec les actions du printemps 2009.

Avril mai 2010

La liste des régressions dans l'Éducation nationale continue de s'allonger après la suppression de près de 50 000 enseignants en trois ans, la suppression de la formation professionnelle mais aussi EPEP, jardins d'éveil, RASED...

Privatisations et attaques sur les services publics, les salaires, les pensions et les conditions de vie, réforme des retraites...se poursuivent masqués par l'utilisation médiatique de la burqa et autres problèmes de société.

Arriver à faire admettre la "*nécessité*" de l'austérité pour le plus grand nombre malgré la gabegie d'une infime minorité telle apparaît la politique suivie par le gouvernement.

L'actualité est à la résistance, au rassemblement, à l'action *Ensemble* et non au repli sur soi.

La prochaine rentrée s'effectuera avec moins de moyens, des conditions de travail dégradées dans les écoles...

Le dossier des EPEP et la défense de l'École laïque et de ses maîtres restent d'actualité.

Les prochaines échéances interprofessionnelles devront montrer la détermination des salariés à résister au rouleau compresseur de la réforme des retraites, et à réclamer une politique ambitieuse sur les salaires et l'emploi au moment où la barre des 10 % de chômeurs est passée.

Rien n'est jamais définitivement perdu.

Ce congrès départemental prépare le congrès national du SNUipp

mais il est aussi et surtout l'occasion de débattre du fonctionnement et des actions à mener localement. La simple lecture de ce rapport montre combien ces trois ans ont été chargés.

En plus des actions citées ci-dessus, le travail militant : informer les collègues, répondre à leurs sollicitations, débattre, organiser la résistance, préparer les groupes de travail, les commissions paritaires, rencontrer partenaires et administration, éditer notre mensuel, etc... est assuré sur des temps de décharges syndicales mais aussi sur du temps personnel. Plus nous serons nombreux et actifs, et plus nous serons efficaces.

Le SNUipp en Lozère a toujours agi avec et pour l'ensemble des personnels, sur tous les sujets dans et autour de l'école mais aussi sur les problèmes de société. Ce pluralisme constitue une exception dans le syndicalisme du premier degré.

L'activité syndicale et les réactions de la société restent en France porteuses d'espoir.

L'histoire de notre pays montre sa capacité de résistance. Les législations du travail, les droits sociaux et la démocratie, aujourd'hui gravement attaqués, ont peu d'équivalents chez nos voisins.

Le syndicalisme européen et international nous envie une capacité de mobilisation que nous jugeons ici pourtant bien insuffisante face aux tentatives d'alignement européen.



SNUipp

SNUipp 48 (FSU)

Commission paritaire de presse
N° 0407 S 06095

Imprimé par nos soins
Prix : 2 €

ISSN 1244.0701

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp 48.

Conformément à la loi du 8.01.78, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp 48.

Publication mensuelle